

**OFFICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE
ET RURAL DE CORSE**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
Du Vendredi 10 Avril 2020**

117ème Séance

DELIBERATION N° 2020-333

**Délibération annulant et remplaçant la délibération n° 2019-321
En date du 21 octobre 2019**

L'an deux mille vingt, le vendredi 10 Avril, le Conseil d'Administration de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse, s'est réuni en sa 117ème séance, à 10 h 00, de manière dématérialisée en raison des mesures sanitaires de confinement dues au COVID-19, sous la présidence de Monsieur Lionel MORTINI.

Etaient présents :

Mmes et Mrs, Lionel MORTINI, Marcel CESARI, Jean Jacques LUCCHINI, Véronique ARRIGHI, Julien PAOLINI, Rosa PROSPERI, Julie GUISEPPI, Pierre José FILIPPUTTI, Paula MOSCA, Juliette PONZEVERA, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI, Marie Thérèse MARIOTTI, Antoine POLI, François Xavier CECCOLI, Pierre ACQUAVIVA, Joseph COLOMBANI, François Laurent PASQUALI, Paul BIANCHI, Sébastien MERCURI, Jean François SAMMARCELLI, Toussaint FAZI, Laetitia SIMEONI, Anthony BARTOLI, Marie Dominique CRISTINI, Marie Josèphe ALFONSI, Marie SIMEONI, Jean Baptise LECCIA, Maryline FIORENTINI, Paul OTTAVIANI, Éric GOURIOU, Jean Toussaint NICOLAI, François PIACENTINI.

Etaient absents et avaient donné pouvoir :

M. Jean Guy TALAMONI à Pierre José FILIPPUTTI
M. Pascal CARLOTTI à Anne TOMASI
M. Jean Martin MONDOLONI à Marie Thérèse MARIOTTI

Etaient absents :

Mmes et Mrs Paul PARIGI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie Anne PIERI, Valérie BOZZI, Stéphane PAQUET, Jean Baptiste DE PERETTI DELLA ROCCA, Vincent BERETTI.

Etaient également présents :

Mme Marie Pierre BIANCHINI, Directrice par Intérim de l'ODARC
Mme Isabelle De CASALTA, Chef du Service SSAGJ de l'ODARC
M. François LECCIA, DDTM 2B

Vu la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse,

Vu le code général des collectivités territoriales.

Vu l'article 22 des statuts de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse approuvés par délibération n° 92/44 AC de l'Assemblée de Corse en date du 26 juin 1992 qui stipule que « Le Président représente l'Office en justice et dans tous les actes de la vie civile... »

Vu la délibération n° 2019-297 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du vendredi 8 mars 2019, donnant délégation au Président de l'ODARC afin de mettre en œuvre toutes actions judiciaires dans l'intérêt de l'Office

Vu les contentieux relatifs au recouvrement des aides à l'installation enregistrés au greffe du Tribunal Administratif de Bastia sous les numéros de dossiers suivants :

- N° 1801106-1
- N° 1801097-1
- N° 1801174-1

Vu l'article 2044 et suivants du Code Civil,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (NOR : PRMX1109903C),

Vu la délibération n° 19-309 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 20 juin 2019 autorisant le Président à engager des discussions avec les parties adverses afin de mettre un terme aux litiges pendants.

Vu l'avis favorable émis par le comité des débiteurs réuni en séance le 31 juillet 2019

Vu le rapport de l'ordonnateur faisant suite à la réunion du comité des débiteurs en date du 1^{er} août 2019

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4.

Vu la délibération N° 2020-332 du 10 Avril 2020 portant adoption du Budget Primitif de l'établissement pour l'exercice 2020.

EXPOSE DES MOTIFS

Rappel succinct de la procédure de contrôle administratif des engagements relatifs à la Dotation aux Jeunes Agriculteurs

(Demandes d'aide déposée à compter du 19 décembre 2008 inclus)

Ces contrôles visent à vérifier le respect des engagements pris par les bénéficiaires à l'expiration du délai de 5 ans et à apprécier la mise en œuvre du PDE (Plan de Développement de l'Exploitation) conformément à l'article D.343-18 du code rural et de la pêche maritime. La réalisation de ces contrôles est une obligation européenne figurant à l'article 13-3 du règlement (CE) n°1974-2006 de la Commission du 15 décembre 2006 et nationale prévue par l'article D.343-18 du code rural et de la pêche maritime à laquelle il ne peut être dérogée.

- 1- Courrier R/AR de l'ODARC au bénéficiaire Annonce du contrôle administratif des engagements à 5 ans.
- 2- Courrier R/AR de l'ODARC au bénéficiaire Demande de pièces nécessaires au contrôle administratif des engagements sous délai.
- 3- Transmission par le bénéficiaire à l'ODARC des pièces administratives.
- 4- Examen par le service compétent des éléments fournis et rédaction du rapport de contrôle.
- 5- Présentation à l'ordonnateur des rapports de contrôles incluant les constats d'anomalie.
- 6- Courrier R/AR de l'ODARC au bénéficiaire de notification des conclusions de contrôle avec mention des sanctions financières.
- 7- Réunion du comité des débiteurs, production du rapport de l'ordonnateur.
- 8- Emission et notification de l'ordre de reversement par l'ordonnateur.
- 9- Mise en recouvrement par le comptable public.

Expertise juridique des 3 contentieux pendants au tribunal administratif de Bastia

Au vu des différents mémoires déposés par les parties, il ressort de l'expertise juridique menée par l'établissement que la procédure de contrôle des engagements DJA est entachée d'irrégularité de Droit.

En effet, le courrier R/AR de l'ODARC au bénéficiaire de notification des conclusions de contrôle annonçant des sanctions financières ne comporte pas les mentions obligatoires de phase contradictoire telles que définies à l'article D 343-18-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime issu du Décret n° 2008-1336 du 17 décembre 2008 :

« Avant toute déchéance partielle ou totale des aides, le préfet met en demeure le bénéficiaire de régulariser sa situation dans un délai qui ne peut être inférieur à un mois. Dans l'attente de cette régularisation, ..., si le bénéficiaire n'a pas régularisé sa situation dans le délai imparti, la décision de déchéance est prononcée par le préfet »

Et à l'article L 122-1 du code des relations entre le public et l'administration :

« Les décisions mentionnées à l'article L. 211-2 [Les personnes physiques ou morales ont le droit d'être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent. ... Infligent une sanction, ...] n'interviennent qu'après que la personne intéressée a été mise à même de présenter des observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, des observations orales. Cette personne peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix. ...»

L'examen de ce seul moyen de légalité externe suffit à constituer l'erreur de droit commise par l'établissement sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de légalité interne, au principe de l'économie des moyens de la justice administrative.

C'est donc à ce titre que vous avez bien voulu délibérer sur la procédure de transactionnel pour les trois affaires susvisées. Délibération n° 19-309 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 20 juin 2019 autorisant le Président à engager des discussions avec les parties adverses afin de mettre un terme aux litiges pendants.

Expertise de l'ensemble des dossiers soumis à la procédure de contrôle DJA à 5 ans susceptibles d'être entachés de l'erreur de droit.

Afin de garantir une égalité de traitement de l'ensemble des bénéficiaires soumis à la procédure de contrôle des engagements DJA, les services ont expertisé l'ensemble des dossiers ayant fait l'objet d'une notification des conclusions de contrôle avec mention de sanctions financières.

Ainsi en sus des trois dossiers visés par la délibération n°19-309, il ressort que 17 autres dossiers sont entachés de la même erreur de droit de défaut de phase contradictoire.

Ces 20 dossiers ont été présentés au comité des débiteurs du 31 juillet 2019 qui a émis un avis favorable d'annulation des recouvrements au motif du parallélisme des formes, et de l'équité du traitement des bénéficiaires lésés.

Cet avis favorable du comité a été repris par l'ordonnateur dans son rapport du 1^{er} août 2019 tel qu'annexé à la présente délibération.

Conséquences budgétaires et comptables

L'ensemble des éléments exposés a induit l'émission de titres de recettes à l'encontre des bénéficiaires. Ces créances sont enregistrées dans les comptes de l'établissement au sein du budget principal comme du budget annexe FEADER.

La procédure de poursuite des recouvrements a été suspendue par le comptable public.

Il convient aujourd'hui de procéder à l'annulation de ces titres de recettes dans les comptes de l'ODARC, pour laquelle les dotations correspondantes sont prévues à la fois en budget principal et en budget annexe FEADER, au Budget Primitif 2020.

Il s'agit donc de proposer les annulations de titres, tels que précisées en annexe à la présente délibération :

En budget principal :

Compte 673 « Titres annulés sur exercices antérieurs » un montant global de : 248 275 €.

En budget annexe FEADER :

Compte 673 « Titres annulés sur exercices antérieurs » un montant global de : 224 275 €.

Notons que l'annulation de ces créances au bénéfice des pétitionnaires n'implique pas de perte pour l'établissement, puisque la charge du reversement correspondant envers l'Etat membre et les autres cofinanceurs au titre du PDRC est neutralisée de facto.

Le Conseil d'Administration après avoir délibéré décide :

- De la prise en charge dans les comptes de l'établissement des annulations de titres proposées.

Cette délibération est adoptée à la majorité des membres présents ou représentés, moins :

1 Abstention (François Xavier CECCOLI)

BASTIA, le 10 Avril 2020

Le Président,

Lionel MORTINI

